

gnifique proie. Après la prise de la forteresse des Andelis, il donna quelques semaines de repos à ses guerriers; puis, il rentra en Normandie par le Maine, entraînant avec lui, outre ses propres troupes, la chevalerie insurgée de l'Anjou, du Maine et de la Touraine. Il semblait qu'un tocsin universel ameutât au loin toutes les provinces contre la Normandie, qui avait si longtemps dominé et tyrannisé ses voisins : tandis que la terre natale des Plantagenets (le Maine et l'Anjou) se levait contre l'indigne descendant de cette race, la Bretagne, altérée de vengeance, se précipitait en armes au delà du Couesnon. La Normandie, abandonnée de son prince, abandonnée de ses fils, les puissants barons d'Angleterre, voyait avec stupeur sa force et son indépendance s'évanouir comme un rêve : cette terre de conquérants succombait presque sans résistance à la conquête. Philippe, à la vérité, ne négligeait rien pour rendre sa victoire acceptable aux vaincus : partout il offrait aux communes la confirmation de leurs franchises et privilèges, et faisait suffisamment connaître aux populations qu'il s'agissait d'une réunion politique et non d'une conquête territoriale. Les Normands n'avaient pas à craindre le joug qu'eux-mêmes avaient fait autrefois subir aux Saxons. Aussi toutes les villes ouvraient leurs portes, avec tristesse, mais non avec désespoir : Falaise, malgré sa forte position, sa nombreuse bourgeoisie et sa garnison de routiers, ne résista que sept jours; le roi lui accorda une capitulation très avantageuse; les bourgeois de Falaise acquirent le droit de voyager et de commercer librement dans tout le domaine royal sans aucun péage, si ce n'est à Mantes. L'opulente cité de Caen envoya sa soumission avant d'être attaquée; Domfront, Laigle, Bayeux, Coutances, Lisieux se rendirent sans coup férir, et Philippe, envoyant les Bretons et le comte de Boulogne prendre Pontorson et Mortain, marcha en personne sur Rouen.

La puissante commune de Rouen ne pouvait se résoudre à suivre l'exemple des autres villes : la nationalité normande s'était réfugiée dans la cité de Roll. Les bourgeois rouennais, renforcés par un grand

nombre de chevaliers et d'hommes d'armes, se défendirent opiniâtrément pendant quatre semaines; enfin, manquant de vivres, ils demandèrent une trêve de trente jours, jusqu'à la fête de la Saint-Jean d'été, afin d'avoir le temps d'annoncer leur détresse à leur roi. Ils promirent, dans le cas où ils ne seraient pas secourus avant l'expiration de la trêve, de se livrer, eux et leur cité, « au victorieux roi Philippe ». Les députés de Rouen trouvèrent, dit-on, le roi Jean occupé à jouer aux échecs; il ne leur répondit pas un mot jusqu'à ce que sa partie fût achevée, et alors il leur dit : « Je n'ai aucun moyen de vous secourir dans le délai convenu; faites du mieux que vous pourrez ».

La fête de saint Jean-Baptiste étant donc venue, la bannière rouge aux trois lions, emblème des héritiers de Roll, fut enlevée des tours de Rouen et remplacée par le gonfanon bleu fleurdelisé des Capétiens, et les ponts-levis de la double enceinte se baissèrent pour recevoir le roi des Français. Philippe, comme il s'y était engagé, respecta les coutumes du duché de Normandie et les droits des communes, et accorda aux bourgeois de Rouen le libre commerce par tout le royaume; mais il les obligea d'abattre leurs murailles à leurs frais, et de bâtir une nouvelle forteresse destinée à commander la ville.

Ainsi finit l'indépendance normande, trois siècles après que Roll le Norvégien eut fondé le duché de Normandie. Peu d'années avaient suffi pour conduire la Normandie, de la plus haute prospérité qu'elle eût jamais atteinte, à la perte de son indépendance; elle tomba sans secours de la part des Anglo-Normands, qui, des rivages de leur île, virent avec indifférence la conquête de leur mère patrie. La Normandie n'habitua pas sans peine son cou au joug du roi de France; elle ne put cependant être insensible à la cessation des exactions et des violences auxquelles elle avait été sans cesse exposée sous les Plantagenets, ni aux avantages que lui apportait sa réunion aux provinces centrales de la Gaule; elle s'accoutuma peu à peu à une situation qui

l'Empire grec; les autres furent poussés par le pape contre les seigneuries de la Gaule méridionale, et les effroyables catastrophes qui bouleversèrent bientôt le Midi et auxquelles Philippe resta étranger (guerre des Albigeois), servirent encore indirectement cette royauté française, qui avait quelque chose de fatal, et à laquelle tout profitait, le mal comme le bien.

V

Des chances de fortune plus grandes que toutes celles qu'il avait déjà réalisées semblèrent bientôt s'offrir à Philippe. Le pape, qui avait naguère tenté de protéger contre lui le roi Jean, était maintenant au plus mal avec le roi d'Angleterre. Jean ayant refusé de recevoir un archevêque de Cantorbéry qu'avait fait élire Innocent III, le pape avait mis l'Angleterre en interdit, comme autrefois la France. Jean ne cédant pas, Innocent III alla plus loin qu'il n'avait fait contre Philippe, et déclara Jean déchu du trône; il manda à Philippe-Auguste qu'il eût à se charger, pour la rémission de ses péchés, du châtimement du roi d'Angleterre, lui transféra ce royaume pour lui et ses successeurs, et ordonna de prêcher la croisade en France contre Jean.

Philippe-Auguste convoqua ses barons à Soissons (8 avril 1213), pour leur annoncer qu'il allait passer le détroit et renverser le tyran excommunié. Tous les barons, sauf le comte de Flandre, gendre et successeur de l'empereur Baudouin dans ce comté, promirent au roi de le suivre. Philippe leur donna rendez-vous à Rouen, et fit assembler une grande flotte. Mais Innocent III agissait, dans cette occasion, avec moins de droiture qu'il n'avait fait à l'égard de l'Empire grec.

Au moment même où il octroyait à Philippe-Auguste la couronne d'Angleterre, il négociait la paix avec Jean.

Le roi Jean accepta tout ce que voulut le pape. Il renonça à toute intervention dans l'élection des évêques et des abbés; il prit la croix pour la guerre sainte, se reconnut, en son nom et en celui de ses héritiers, vassal et homme lige du seigneur pape pour les royaumes d'Angleterre et d'Irlande, et promit à l'Église romaine un tribut annuel en sus du denier de Saint-Pierre. L'hommage lige comportait envers le suzerain une sujétion beaucoup plus étroite que l'hommage simple (15 mai 1213). Le pape alors défendit à Philippe d'envahir la terre d'un roi qui avait satisfait à Dieu et à la sainte Église.

Philippe-Auguste se montra fort en courroux, car le pape l'avait poussé à de grandes dépenses pour préparer sa guerre, et s'était joué de lui. Mais le légat, par son adresse, trouva moyen de détourner la colère de Philippe sur un autre ennemi que Jean.

Philippe-Auguste gardait une grosse rancune au comte de Flandre, qui, seul des grands vassaux, avait refusé de le servir contre Jean. Ce comte était un prince de Portugal, appelé Ferrand, qui devait à Philippe la main de la comtesse de Flandre, fille et héritière de l'empereur Baudouin. Philippe résolut de punir l'ingratitude du comte Ferrand, et de se dédommager d'avoir manqué l'Angleterre, en prenant le riche comté de Flandre. Les armées de terre et de mer préparées contre l'Angleterre se dirigèrent contre la Flandre. Beaucoup de villes flamandes se soumirent à peu près sans résistance; mais les équipages de la flotte, sans respect pour une capitulation jurée, s'étant mis à piller Dam, qui était alors le port de Bruges et un très riche entrepôt de marchandises, une flotte anglaise, envoyée par le roi Jean, surprit la flotte française, et en détruisit une grande partie. Philippe-Auguste lui-même fut obligé de faire brûler le reste, pour que les Anglais ne le prissent point.

Philippe brûla la ville de Dam, et tira de grosses rançons de Bruges, d'Ypres et de la grande cité de Gand elle-même, qui paya, mais qui

avait d'abord blessé profondément son orgueil, et finit par devenir aussi française que l'Île-de-France elle-même.

Ce succès inouï ne satisfaisait pas encore Philippe; aussitôt après la reddition de Rouen, il envoya Cadoc, chef breton ou gallois qui commandait les routiers au service de France, s'emparer d'Angers, et lui-même, rappelant sa chevalerie aux armes dès le mois d'août, « entra en Aquitaine, prit Poitiers, et reçut en sa seigneurie les châteaux et villes de tout le pays alentour, et les barons lui firent hommage et féauté de leurs terres comme à leur lige-seigneur. L'année suivante, sitôt l'hiver passé, le roi assembla de nouveau vingt milliers de sergents à pied et d'arbalétriers à cheval, et grand nombre de chevaliers, avec grand appareil de pierriers, de mangonneaux et de toutes manières de *tourments* (*Chronique de Saint-Denis*) ». Il força les châteaux de Loches et de Chinon, achevant ainsi la réduction du Poitou et de la Touraine; les habitants s'étaient partout déclarés pour lui; une partie de la Saintonge et de l'Angoumois suivit cet exemple (1205). Le bruit des triomphes de Philippe troubla les derniers instants de la vieille Éléonore d'Aquitaine, qui expirait en ce moment au couvent de Beaulieu, poursuivie sur son lit de mort par le retentissement des désastres de sa maison.

Philippe fit sanctionner ses conquêtes par la loi féodale. Il convoqua la cour des pairs et Jean fut proclamé déchu de tous ses fiefs et condamné à mort par contumace.

Cependant une réaction semblait se préparer contre l'heureux roi de France : les Poitevins, toujours ennemis de leur maître, quel qu'il fût, recommençaient déjà à remuer, et les seigneurs bretons voyaient avec inquiétude et colère l'impérieux Philippe assimiler, ou peu s'en faut, leur duché au domaine de la couronne. Jean, « se confiant dans l'énorme somme d'argent qu'il avait amassée, à force d'exactions, aux dépens du clergé, de la noblesse et du peuple d'Angleterre », sortit enfin de sa longue torpeur : il rassembla une grande armée et de nombreux vaisseaux à Portsmouth, au printemps de

1206, et vint débarquer à la Rochelle, seule place des pays poitevins qui n'eût pas ouvert ses portes aux Français (9 juillet 1206). Le Poitou se révolta aussitôt; les troubadours entonnèrent le chant de guerre contre la France, et les méridionaux accoururent en foule grossir l'armée anglaise. Jean bloqua Poitiers, passa la Loire, reprit Angers, saccagea cette ville, qui s'était rendu trop volontiers à Philippe, et entra en Bretagne, où il emporta Dol et le château de Montauban; mais là s'arrêtèrent ses progrès : la chevalerie de France arriva bientôt en masse dans l'Anjou, et Jean, n'osant risquer une bataille, laissa dévaster sous ses yeux les domaines des barons qui s'étaient insurgés en sa faveur, et recula jusqu'en Poitou.

Les légats du pape s'interposèrent de nouveau entre les deux rois, firent valoir auprès de Philippe la situation critique où se trouvait la chrétienté, et obtinrent enfin une trêve de deux ans (26 octobre 1206). Jean renonça, durant ce délai, à revendiquer aucun droit direct ou indirect sur les hommes et les terres de Normandie, de Bretagne, du Maine, et des cantons de l'Anjou et de la Touraine situés au nord de la Loire; Poitiers et la plus grande partie du Poitou restèrent en outre à la France. Tel fut le dénouement de cette guerre, qui, sans une seule bataille rangée et avec si peu de sang de versé, avait presque doublé, en trois ans, la puissance territoriale de la couronne de France, et réparé avec tant d'éclat le funeste divorce de Louis VII.

La trêve conclue avec Jean fut renouvelée à plusieurs reprises : Jean fut longtemps sans rien tenter pour recouvrer ses provinces, et Philippe eut plusieurs années de paix pour s'affermir dans ses conquêtes et habituer les pays conquis à sa domination. Les grands vassaux, qui eussent pu concevoir un juste effroi du prodigieux accroissement de la puissance royale, ne se coalisèrent pas contre elle quand il était encore temps de l'arrêter : d'autres passions les en détournaient et les rendaient les instruments d'intérêts étrangers. Une partie des hauts barons français avaient été lancés par Venise contre